

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 46.930/4
DU 8 JUILLET 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 22 juin 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 avril 2003 fixant les conditions d'octroi d'une subvention pour des travaux de conservation à un bien classé", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention du Gouvernement sur le fait qu'à la suite des élections du 7 juin 2009, celui-ci ne dispose plus, depuis cette date, de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

* *

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Quant aux formalités préalables

En vertu de l'article 10, § 1^{er}, 2/, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2006 relatif au contrôle administratif et budgétaire ainsi qu'à l'établissement du budget, le projet d'arrêté requiert l'accord du Ministre du Budget.

Le dossier communiqué au Conseil d'État ne permet pas d'établir que cette formalité aurait été accomplie ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Un document contenant un accord du Ministre du budget a été communiqué au Conseil d'État le 29 juin 2009. Contrairement à l'indication qui a été apposée sur ce document, celui-ci concerne toutefois, non pas le présent projet d'arrêté, mais le projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les conditions d'octroi d'une subvention pour les travaux de conservation relatifs au petit patrimoine, sur lequel la section de législation a donné ce même jour l'avis 46.935/4.

Il appartiendra au Gouvernement d'y veiller.

Observations particulières

Préambule

1. Dans l'alinéa 1^{er}, il convient de viser les articles 240, § 1^{er}, et 241 du Code bruxellois de l'aménagement du territoire.

2. L'alinéa relatif à l'avis du Conseil d'État doit être mentionné comme suit :

"Vu l'avis 46.930/4 du Conseil d'État, donné le 8 juillet 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;" ⁽²⁾.

3. Les secrétaires d'État ne faisant pas partie du Gouvernement, il n'y a pas lieu, dans le proposant, de faire état de la proposition du secrétaire d'État chargé des monuments et des sites ⁽³⁾.

4. Les considérants n'apportent aucun élément particulier relatif au cadre juridique du projet; ils sont inutiles et doivent être omis.

⁽²⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, onglet "Technique législative", recommandation n/ 36.1 et formule F 3-5-2, www.raadvst-consetat.be (08/07/2009).

⁽³⁾ *Ibid.*, recommandation n/ 41.

Dispositif

Article 1^{er}

1. Dans les modifications que la disposition à l'examen suggère d'apporter à l'article 1^{er}, 6/, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 avril 2003, il est envisagé de viser, parmi les "bénéficiaires publics" au sens de cet arrêté, "les personnes morales de droit public ou privé relevant directement ou indirectement du contrôle ou de la tutelle de la Région de Bruxelles-Capitale ou d'une de ses communes".

Selon une définition classique, une personne morale de droit public est une personne morale créée par les gouvernants, placée sous leur haute direction et soumise à un régime spécial destiné à lui permettre d'accomplir une mission de service public ⁽⁴⁾.

Compte tenu de cette précision, il est inutilement compliqué, et même inadéquat, de faire état, dans le texte en projet, de personnes morales de droit public "relevant directement ou indirectement du contrôle ou de la tutelle" de la Région de Bruxelles-Capitale ou d'une de ses communes. Mieux vaut, plus simplement, viser les personnes morales de droit public dépendant de la Région de Bruxelles-Capitale ou d'une commune.

Par ailleurs, la section de législation n'aperçoit pas quelles sont exactement les personnes morales de droit privé visées par le texte en projet. Bien plus, celui-ci est critiquable en ce qu'il fait état de personnes morales de droit privé qui seraient soumises à un contrôle de tutelle : en effet, l'existence d'un tel contrôle est généralement considéré comme un indice déterminant pour qualifier une personne morale de personne morale de

⁽⁴⁾ Voir en ce sens divers avis de la section de législation du Conseil d'État, notamment l'avis 39.387/VR, donné le 11 janvier 2006, sur un avant-projet de décret de la Région wallonne "reconnaissant l'ASBL «Abbaye de Villers-la-Ville» d'utilité publique" et l'avis 41.145/2/V, donné le 30 août 2006, sur un avant-projet devenu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 février 2007 modifiant l'ordonnance du 20 juillet 2005 relative à la Société d'acquisition foncière (*Doc. Parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2006-2007, A-324/1, pp. 7 et 8).

droit public ⁽⁵⁾. Interrogée à ce sujet, la déléguée du ministre-président a expliqué que l'intention des auteurs du projet d'arrêté était ici de viser "des organisations se (créant) sous une forme de droit privé alors qu'elles relèvent expressément de pouvoirs publics". À cet égard, la section de législation rappelle que la simple circonstance qu'il est recouru à une forme de droit privé ⁽⁶⁾ pour constituer une personne morale n'a pas pour effet d'ôter à celle-ci la qualification de personne morale de droit public, si la personne morale ainsi créée présente les traits caractéristiques, rappelés ci-dessus, d'une personne morale de droit public.

La disposition à l'examen sera revue pour tenir compte de cette observation.

2. La disposition appelée à remplacer l'article 1^{er}, 8/, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 avril 2003 appelle les observations suivantes :

- a) Comme en a convenu la déléguée du ministre-président, le mot "éventuellement" figurant dans la première phrase n'a pas de raison d'être. Il sera donc omis.
- b) Le texte en projet envisage l'hypothèse où, en vertu de l'article 4 du Code des impôts sur les revenus 1992, une personne n'est pas assujettie à l'impôt des personnes physiques.

La section de législation se demande quels sont les revenus à prendre en considération dans cette hypothèse et sur quels éléments concrets il y a lieu de se fonder pour en déterminer le montant avec suffisamment de certitude.

Le texte sera complété en conséquence.

⁽⁵⁾ Voir en ce sens l'avis 28.214/2 de la section de législation du Conseil d'État, donné le 7 octobre 1998 sur un avant-projet devenu le décret de la Région wallonne du 1^{er} avril 1999 portant création de la S.A. de droit public SARSI (*Doc. parl. Parl. wall., 1998-1999, n/ 482/1*), qui cite D. DEOM, *Le statut juridique des entreprises publiques*, E. Story-Scientia, 1990, p. 138.

⁽⁶⁾ Telle que, par exemple, la forme d'une association sans but lucratif ou d'une société anonyme.

Article 4

1. La disposition appelée à former l'article 4, § 1^{er}, 2/, a), alinéa 2, deuxième tiret, doit à l'instar de la version néerlandaise mentionner "à un entrepreneur déterminé".

2. La disposition appelée à former l'article 4, § 1^{er}, 2/, a), alinéa 2, troisième tiret, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 avril 2003 fait état de "travaux complémentaires dûment autorisés".

Il résulte des explications de la déléguée du ministre-président que sont visés par là des travaux répondant à deux conditions : d'une part, être complémentaires à des travaux qui ont fait l'objet d'une première demande de subvention et, d'autre part, être couverts par un permis d'urbanisme, pour autant que celui-ci soit requis.

Le texte gagnerait à être rédigé en ce sens.

Articles 8 et 9

Comme l'a confirmé la déléguée du ministre-président, l'accusé de réception provisoire dont fait état la première phrase de la disposition appelée à former l'article 5, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 avril 2003 n'a pas vocation à être l'accusé de réception de dossier complet qui, selon la disposition appelée à remplacer l'article 6 du même arrêté, fait courir le délai imparti à l'autorité pour se prononcer sur la demande de subvention : en effet, comme l'a expliqué la déléguée du ministre-président, dans les hypothèses où un permis d'urbanisme est requis, l'accusé de réception de dossier complet ne peut être délivré qu'une fois ce permis obtenu.

Le texte doit être revu, d'une part, pour éviter toute confusion entre l'accusé de réception provisoire et l'accusé de réception de dossier complet ⁽⁷⁾ et, d'autre part, pour prévoir expressément, dans tous les cas où est délivré un accusé de réception provisoire, une procédure permettant à l'administration de délivrer un accusé de réception de dossier complet une fois le permis d'urbanisme obtenu ⁽⁸⁾.

Article 14

En ce qui concerne la disposition appelée à remplacer l'article 10, § 2, 1/, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 avril 2003, plutôt que de renvoyer à une liste à établir par le Gouvernement, il conviendrait de fixer directement cette liste, en l'annexant à l'arrêté précité.

Article 15

Il conviendrait de fixer les critères sur la base desquels l'autorité subsidiaire peut faire usage du pouvoir que lui reconnaît la disposition à l'examen.

Observation finale

L'annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 avril 2003 doit être adaptée pour tenir compte des modifications que le projet d'arrêté envisage d'apporter à cet arrêté.

⁽⁷⁾ Ainsi notamment, il est ambigu, dans la troisième phrase de l'article 5, § 2, en projet, de faire mention d'un "nouvel accusé de réception de dossier complet".

⁽⁸⁾ La deuxième et la troisième phrases de l'article 5, § 2, en projet contiennent des dispositions en ce sens. Toutefois, telles qu'elles sont rédigées, elles peuvent donner à penser qu'après la délivrance d'un accusé de réception provisoire, un accusé de réception de dossier complet ne doit être délivré que dans les hypothèses où celui qui a introduit une demande de subvention modifie et complète le contenu même de cette demande en vue de se conformer au permis d'urbanisme qui a été octroyé.

Observations finales de légistique

Les modifications apportées à l'arrêté du 30 avril 2003 ne respectent pas les recommandations du Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, Principes de technique législative, notamment les points suivants :

- l'insertion de nouvelles dispositions selon le mode 1/1 plutôt que les *bis*, *ter*, etc ⁽⁹⁾;
- le groupement des modifications relatives à un même article ⁽¹⁰⁾;
- lorsqu'un article est supprimé, il y a lieu de l'abroger ⁽¹¹⁾.

⁽⁹⁾ Comparer l'article 10 du projet avec la recommandation n/ 123.1.

⁽¹⁰⁾ Comparer les articles 4, 5, 6 et 7 du projet avec les recommandations n^{os} 111 et sv., 120 et sv. Il en va de même des articles 10, 11 et 12 du projet.

⁽¹¹⁾ Comparer les articles 16 et 18 du projet avec la recommandation n/ 122 et la formule F 4-2-3-3.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre, président,
	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseiller d'État,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, premier auditeur chef de section.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

Ph. HANSE

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 46.930/4
VAN 8 JULI 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 22 juni 2009 door de Minister-Voorzitter van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 april 2003 tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van een subsidie voor werken tot behoud van een beschermd goed", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de verkiezingen van 7 juni 2009 tot gevolg hebben dat de regering, sedert die datum, niet meer over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

Krachtens artikel 10, § 1, 2/, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering d.d. 13 juli 2006 betreffende de administratieve en begrotingscontrole evenals de begrotingsopmaak is voor het ontwerpbesluit de akkoordbevinding van de Minister van Begroting vereist.

.../...

Uit het dossier dat aan de Raad van State is overgezonden, kan niet worden opgemaakt of dat vormvereiste vervuld is ⁽¹⁾.

De regering dient erop toe te zien dat dit vormvereiste vervuld wordt.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. In het eerste lid behoort te worden verwezen naar de artikelen 240, § 1, en 241 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening.

2. Het lid betreffende het advies van de Raad van State dient als volgt te worden gesteld :

"Gelet op advies 46.930/4 van de Raad van State, gegeven op 8 juli 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;" ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Op 29 juni 2009 is aan de Raad van State een stuk overgezonden met een akkoordbevinding van de Minister van Begroting. In tegenstelling tot de vermelding die op dat stuk is aangebracht, heeft dat stuk evenwel geen betrekking op dit ontwerp van besluit maar op het ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van een subsidie voor de instandhoudingswerken aan het klein erfgoed, waarover de afdeling Wetgeving vandaag advies 46.935/4 heeft uitgebracht.

⁽²⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 36.1 en formule F 3-5-2, www.raadvst-consetat.be (08/07/2009).

3. Doordat de staatssecretarissen geen deel uitmaken van de regering, behoort in het voordrachtformulier geen melding te worden gemaakt van de voordracht van de staatssecretaris belast met Monumenten en Landschappen ⁽³⁾.

4. In de overwegingen wordt geen enkel bijzonder gegeven aangevoerd betreffende het juridisch kader van het ontwerp; de overwegingen dienen als overbodig te vervallen.

Dispositief

Artikel 1

1. Een van de wijzigingen die bij de voorliggende bepaling worden aangebracht in artikel 1, 6/, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 april 2003, bestaat erin de woorden "openbare begunstigden" in de zin van dat besluit, eveneens te laten slaan op "de publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersoon die direct of indirect onder het toezicht of de controle van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of van één van (zijn) gemeenten valt".

Volgens een klassieke definitie is een publiekrechtelijk rechtspersoon een rechtspersoon opgericht door de overheid, die onder de hoge leiding van de overheid staat en waarop een bijzondere regeling van toepassing is, die bedoeld is om hem in staat te stellen een taak van openbare dienst te vervullen ⁽⁴⁾.

⁽³⁾ *Ibid.*, aanbeveling nr. 41.

⁽⁴⁾ Zie in deze zin verscheidene adviezen van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, inzonderheid advies 39.387/VR, gegeven op 11 januari 2006, over een voorontwerp van decreet van het Waals Gewest "reconnaissant l'ASBL «Abbaye de Villers-la-Ville» d'utilité publique" en advies 41.145/2/V, uitgebracht op 30 augustus 2006 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de ordonnantie van 8 februari 2007 tot wijziging van de ordonnantie van 20 juli 2005 betreffende de maatschappij voor de verwerving van vastgoed (*Parl.St.*, Br. Parl. 2006-2007, A-324/1, 7 en 8).

Gelet op die precisering is het nodeloos ingewikkeld en zelfs irrelevant om in de ontworpen tekst gewag te maken van publiekrechtelijke rechtspersonen die "direct of indirect onder het toezicht of de controle vallen" van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of van één van zijn gemeenten. Beter is gewoon te verwijzen naar de publiekrechtelijke rechtspersonen die onder het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of een gemeente ervan ressorteren.

Overigens ziet de afdeling Wetgeving niet in welke privaatrechtelijke rechtspersonen juist bedoeld worden in de ontworpen tekst. Meer nog, op de tekst kan kritiek worden uitgebracht doordat daarin sprake is van privaatrechtelijke rechtspersonen die onderworpen zouden zijn aan toezicht : het bestaan van zo een toezicht wordt immers doorgaans beschouwd als een doorslaggevende aanwijzing om een rechtspersoon als publiekrechtelijk te bestempelen ⁽⁵⁾. Naar aanleiding van een vraag in dit verband, heeft de gemachtigde van de minister-president uitgelegd dat het hier de bedoeling van de stellers van het ontwerpbesluit is te verwijzen naar "organisaties die in een privaatrechtelijke vorm worden opgericht terwijl ze uitdrukkelijk tot de overheidssector behoren". Wat dat betreft, wijst de afdeling Wetgeving erop dat de loutere omstandigheid dat gebruik wordt gemaakt van een privaatrechtelijke vorm ⁽⁶⁾ voor het oprichten van een rechtspersoon niet tot gevolg heeft dat die organisatie de kwalificatie publiekrechtelijke rechtspersoon verliest als de aldus opgerichte rechtspersoon de karakteristieke kenmerken van een publiekrechtelijke rechtspersoon vertoont waaraan hiervoren herinnerd is.

De onderzochte bepaling dient aldus te worden herzien dat met deze opmerking rekening wordt gehouden.

⁽⁵⁾ Zie in deze zin advies 28.214/2 van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, gegeven op 7 oktober 1998 over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van het Waals Gewest van 1 april 1999 houdende oprichting van de publiekrechtelijke N.V. SARSI (*Parl.St W. Parl. 1998-1999, nr. 482/1*), waarin verwezen wordt naar D. DEOM, *Le statut juridique des entreprises publiques*, E. Story-Scientia, 1990, blz. 138.

⁽⁶⁾ Zoals, bijvoorbeeld, de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk of van een naamloze vennootschap.

2. De bepaling die in de plaats moet komen van artikel 1, 8/, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 april 2003 geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen :

- a) De gemachtigde van de minister-president is het ermee eens dat, in de eerste zin, in de zinsnede "in voorkomend geval te verhogen" de woorden "in voorkomend geval" geen reden van bestaan hebben. Ze dienen dan ook te worden geschrapt.
- b) In de ontworpen tekst wordt rekening gehouden met het geval dat een persoon krachtens artikel 4 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 niet onderworpen is aan de personenbelasting.

De afdeling Wetgeving vraagt zich af met welke inkomens in dat geval rekening moet worden gehouden en op welke concrete gegevens er moet worden gesteund om het bedrag ervan met voldoende zekerheid te bepalen.

De tekst behoort dienovereenkomstig te worden aangevuld.

Artikel 4

1. In de Franse tekst van de bepaling die artikel 4, § 1, 2/, a), tweede lid, tweede streepje, moet worden, behoort, naar het voorbeeld van de Nederlandse tekst, te worden geschreven "à un entrepreneur déterminé".

2. In de bepaling die artikel 4, § 1, 2/, a), tweede lid, derde streepje, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 april 2003 moet worden, wordt gewag gemaakt van "aanvullende en behoorlijk vergunde werken".

Uit de uitleg van de gemachtigde van de minister-president blijkt dat daarmee verwezen wordt naar werkzaamheden die aan twee voorwaarden voldoen : ten eerste een aanvulling zijn op werkzaamheden in verband waarmee een eerdere aanvraag om subsidie is gedaan en ten tweede gedekt zijn door een stedenbouwkundige vergunning voor zover die vereist is.

.../...

De tekst zou het best in die zin worden gesteld.

Artikelen 8 en 9

Zoals de gemachtigde van de minister-president heeft bevestigd, is het niet de bedoeling dat het voorlopig ontvangstbewijs waarvan sprake is in de eerste zin van de bepaling die artikel 5, § 2, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 april 2003 moet worden, geldt als ontvangstbewijs van het volledig dossier dat, volgens de bepaling die artikel 6 van hetzelfde besluit moet worden, de termijn doet ingaan waarover de overheid beschikt om over de aanvraag om subsidie uitspraak te doen : zoals de gemachtigde van de minister-president heeft uitgelegd, kan, wanneer een stedenbouwkundige vergunning vereist is, het ontvangstbewijs van het volledig dossier immers niet eerder afgegeven worden dan zodra die vergunning verkregen is.

De tekst dient te worden herzien, enerzijds, om elke verwarring tussen het voorlopig ontvangstbewijs en het ontvangstbewijs van het volledig dossier te voorkomen ⁽⁷⁾ en, anderzijds, om voor alle gevallen waarbij een voorlopig ontvangstbewijs wordt afgegeven uitdrukkelijk te voorzien in een procedure die het bestuur in staat stelt een ontvangstbewijs van volledig dossier af te geven zodra de stedenbouwkundige vergunning verkregen is ⁽⁸⁾.

⁽⁷⁾ Zo is het inzonderheid dubbelzinnig om in de derde zin van het ontworpen artikel 5, § 2, melding te maken van een "nieuw ontvangstbewijs van volledig dossier".

⁽⁸⁾ De tweede en de derde zin van het ontworpen artikel 5, § 2, bevatten bepalingen in die zin. Zoals ze geredigeerd zijn, kunnen ze evenwel de indruk wekken dat na de afgifte van een voorlopig ontvangstbewijs alleen een ontvangstbewijs van volledig dossier moet worden afgegeven ingeval degene die een aanvraag om subsidie heeft gedaan de inhoud zelf van die aanvraag wijzigt of aanvult om zich te gedragen naar de stedenbouwkundige vergunning die aan hem is verleend.

Artikel 14

In verband met de bepaling die artikel 10, § 2, 1/, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 april 2003 moet vervangen, is het beter om niet te verwijzen naar een lijst die door de Regering moet worden opgesteld, maar die lijst dadelijk vast te stellen door ze als bijlage bij het voormelde besluit te voegen.

Artikel 15

Er zou moeten worden bepaald op basis van welke criteria de subsidiërende overheid gebruik kan maken van de bevoegdheid die haar bij de onderzochte bepaling wordt toegekend.

Slotopmerking

De bijlage bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 april 2003 behoort aldus te worden aangepast dat rekening wordt gehouden met de wijzigingen die bij het ontwerpbesluit in dat besluit worden aangebracht.

Slotopmerkingen van wetgevingstechnische aard

Met de wijzigingen die in het besluit van 30 april 2003 worden aangebracht, wordt voorbijgegaan aan de aanbevelingen van de Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten - Beginselen van de wetgevingstechniek, inzonderheid de volgende punten :

- de invoeging van nieuwe bepalingen volgens het model 1/1 in plaats van met behulp van *bis*, *ter*, enz.⁽⁹⁾;

⁽⁹⁾ Vergelijk artikel 10 van het ontwerp met aanbeveling nr. 123.1.

- het samenbrengen van de wijzigingen met betrekking tot eenzelfde artikel ⁽¹⁰⁾;
- wanneer een artikel moet vervallen, behoort het te worden opgeheven, wat in de Franse tekst wordt aangegeven met het woord "abrogé" ⁽¹¹⁾.

⁽¹⁰⁾ Vergelijk de artikelen 4, 5, 6 en 7 van het ontwerp met de aanbevelingen nummers 111 e.v. en 120 e.v. Hetzelfde geldt voor de artikelen 10, 11 en 12 van het ontwerp.

⁽¹¹⁾ Vergelijk de artikelen 16 en 18 van het ontwerp met aanbeveling nr. 122 en formule F 4-2-3-3.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter, voorzitter,
	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraad,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

Ph. HANSE